

*Questions orales***LE PATRIMOINE CANADIEN****L'APPORT CULTUREL DES IMMIGRANTS**

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, la nation canadienne se compose d'une foule de peuples différents. Nous avons, bien entendu, les deux grandes nations fondatrices, les peuples de la Grande-Bretagne et de la France, et l'on sait que la Grande-Bretagne regroupe elle-même les peuples anglais, écossais, irlandais et gallois. Mais le Canada représente bien plus que deux nations fondatrices. En effet, nous comptons au nombre de nos concitoyens des gens d'un peu partout dans le monde, venus s'établir dans notre pays pour nous aider à l'édifier. Beaucoup sont arrivés ici fort démunis, mais ils étaient animés par la volonté de travailler et de bâtir un pays dont eux et leurs enfants pourraient être fiers. Ils sont venus de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Ukraine, des Pays-Bas, de la Suède, de la Chine; en fait, l'on pourrait aisément dire qu'ils sont venus de tous les pays du monde. Ils nous ont apporté leurs métiers, leurs cultures, leurs religions, leurs chants, leurs danses et leurs cantiques. Ce sont toutes ces choses réunies qui font du Canada le merveilleux pays que nous connaissons aujourd'hui.

Pour moi, le Canada n'est pas représenté par une ou deux nations fondatrices, mais bien par une mosaïque de nations dont les cultures se sont fondues dans un gigantesque creuset. La culture canadienne se compose donc d'un agrégat, si l'on veut, des cultures de pratiquement tous les pays de la planète. Les chants, les cantiques et la littérature du Canada nous viennent des quatre coins du globe. Monsieur le Président, une telle mosaïque peut faire de la nation canadienne, la plus éminente du monde.

**Des voix:** Bravo!

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE  
NORD**

LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE AU SUJET DE LA STRATÉGIE  
ET DE LA POLITIQUE

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Il a sans nul doute suivi, pendant la fin de semaine, les divagations publiques de son premier ministre, surtout lors d'un échange de vues avec M. Raymond Barre, à Davos, en Suisse, où le premier ministre a semblé remettre en question la stratégie et la politique de l'OTAN, ce qui a de graves répercussions sur la position du Canada au sein des conseils de l'OTAN proprement dits.

Le premier ministre suppléant peut-il nous dire si son premier ministre exprimait là publiquement les opinions du gouvernement canadien au sein des conseils de l'OTAN, ou s'il s'agit en fait d'une nouvelle politique gouvernementale?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, la plupart des dirigeants du monde disent ces derniers temps à qui veut les entendre qu'une guerre nucléaire serait si catastrophique qu'aucune des parties en cause n'en sortira gagnante. En même temps, notre premier ministre, qui cherche par ses efforts à inciter les pays à faire

preuve d'énergie sur le plan politique dans la discussion de cette question, fait certaines propositions précises au sujet de la parité des armes classiques en Europe centrale, par exemple, la réduction des armements nucléaires, le renforcement des traités de non-prolifération, et ainsi de suite. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner du fait qu'il n'hésite pas, participant à un colloque à Davos, en Suisse, à s'attaquer à certains des plus gros obstacles à la paix, notamment les complexités de notre politique touchant l'OTAN. C'est ce qu'il a fait. Il a soulevé des questions de discussion auxquelles tous, spécialistes et profanes, pensent dans le monde actuel, ce qui, bien entendu, n'implique aucun relâchement, aucun changement de notre politique concernant l'OTAN.

**L'INCIDENCE DES REMARQUES DU PREMIER MINISTRE**

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, étant donné que les remarques impromptues du premier ministre, si vous voulez, ont porté atteinte à la crédibilité de l'OTAN proprement dite, à tel point que pendant que le premier ministre parlait, l'ancien premier ministre de France s'efforçait de tranquiliser les esprits, le premier ministre suppléant peut-il nous dire quelles mesures son gouvernement prévoit de prendre en vue de rassurer publiquement le monde entier de notre engagement envers l'OTAN et nos alliés, en rappelant que nous sommes partenaires à part entière de cette organisation, dont nous appuyons sans réserve la politique?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, je ne pense pas que ce soit nécessaire, en réalité. Le premier ministre, au cours des entretiens qu'il a eus dernièrement avec des dirigeants étrangers, a dit et répété que le Canada est pour l'OTAN. Comme il s'est présenté comme un défenseur de l'OTAN, cette mise au point n'est pas nécessaire, à mon avis. Il y a effectivement matière à débat, que mon collègue en convienne ou non, sur l'à propos de ces discussions visant ces fameuses complexités, ces aspects discutables de la politique de l'OTAN. A Davos, le premier ministre a déclaré que ce débat est possible dans les démocraties.

• (1420)

Je suis surpris d'entendre le ton de reproche du député de l'opposition, critique de son parti pour les questions touchant les affaires étrangères. Dans un discours, le 4 décembre dernier, le chef de son parti a déclaré qu'il invitait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à faire un pas de plus et à renoncer à une première frappe nucléaire politique de non-recours en premier à l'arme nucléaire en exhortant les ministres des Affaires extérieures de l'OTAN, lors de leur prochaine réunion, à examiner cette politique. Aux yeux de tous, il parlait de ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire. Selon son propre chef, semble-t-il, il convient de débattre cette politique de l'OTAN, et c'est ce qu'a fait le premier ministre à Davos.

**LA RÉACTION DES ALLIÉS DE L'OTAN**

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre suppléant, qui ne semble pas vouloir reconnaître qu'à titre de chef d'État, le premier ministre parle au nom d'un pays allié au sein de l'OTAN. Comment nous attendre à ce que nos alliés fassent confiance au Canada et à son gouvernement en